



# J'VEUX DU BONHEUR !

FIN DU MONDE, FIN DU MOIS, MÊME COMBAT



ÉLECTION EUROPÉENNE DU 26 MAI 2019

**Climatiques**



David Cormand, Secrétaire national EELV et candidat à l'élection européenne.  
PHOTO DR

## LES TEMPS CHANGENT

Des millions d'hommes et de femmes se dressent pour réclamer leur droit à vivre sur une planète débarrassée de la folie productiviste. Leur enthousiasme nous porte. Leur colère nous oblige. Leur espoir

## IL EST GRAND TEMPS DE COMBATTRE LES INÉGALITÉS

Depuis les années 1980, les inégalités sociales se sont creusées en Europe, avant même la crise de 2008 et les conséquences sociales que cette dernière a eues sur nos vies. Ces inégalités ne sont pas le fruit du hasard mais celui de politiques. Ces politiques, ce sont celles qui ont cherché à relancer l'activité économique en menant une politique de l'offre destinée à soutenir les entreprises dans la tourmente, au détriment des salarié.e.s et dans l'optique de renouer avec une promesse de croissance élevée qui se fait pourtant toujours attendre depuis quarante ans. Les recettes héritées des doctrines néo-libérales ont été appliquées à la lettre : limitation des droits sociaux avec remise en cause des droits

nous mobilise. Qui aurait pensé il y a quelques années voir les lycées se mettre en grève contre les écocides? Qui aurait imaginé que des gamins engagés pour les droits de la nature rencontreraient un écho planétaire? Un effondrement est en cours. Celui d'un système inique autant qu'inepte. Le monde commence à paniquer. Mais la peur doit devenir un carburant pour l'action. Rien n'est écrit. C'est désormais aux pollueurs de se justifier. C'est maintenant aux états qui n'agissent pas de rendre des comptes. Les écologistes ne passent plus pour des oiseaux de mauvais augure et notre dénonciation de la société de consommation trouve enfin son juste écho. Les consciences s'éveillent enfin. Notre proposition d'un traité environnemental européen est sur la table. Ne manque que la volonté politique de s'en saisir. Si vous voulez que l'écologie devienne la loi des lois, faites campagne à nos côtés. Le 26 mai, votre bulletin de vote peut créer un nouveau rapport de force en faveur des Verts qui change la donne en Europe. Les temps changent.

à la retraite et stagnation des salaires, coupe dans les dépenses de l'Etat et recul du service public, concentration des efforts sur les métropoles pour peser dans la mondialisation et augmentation des inégalités territoriales... Pourtant, les conditions de vie de toute une partie de la population continuent de se dégrader. L'Europe reste certes plus protectrice que les États-Unis grâce à ses systèmes de protection sociale. Mais le repart social contre la pauvreté construit durant l'après-guerre s'éboule avec le temps, surtout sous l'érosion des politiques libérales et avec l'adhésion sans réserve au capitalisme le plus outrancier de la social-démocratie, alors que la gauche était autrefois le bâtisseur de ces protections.



Eugène Delacroix - Le 28 Juillet. La Liberté guidant le peuple

Cette convergence idéologique, si elle peut sembler lointaine, incompréhensible ou théorique, a pourtant des conséquences concrètes sur les citoyennes et les citoyens. C'est elle qui a fait exploser le nombre de travailleurs et travailleuses pauvres qui se lèvent chaque matin pour rejoindre leur emploi et se couchent chaque soir dans leur voiture ou dans un logement insalubre. C'est elle qui fait augmenter le nombre de personnes pauvres de 4,4 millions à 5 millions en

dix ans. C'est encore elle qui ferme hôpitaux et maternités et laisse les seniors et leurs familles sans solutions face à la dépendance. Cette tendance, présentée comme du bon sens politique et de la rationalité économique pour se débarrasser du parti pris idéologique, les citoyen.nes l'ont à plusieurs reprises condamnée en exprimant leur désarroi, puis leur opposition : Occupy Wall Street, Nuit Debout, Gilets jaunes, mais aussi Brexit ou résultats des élections italiennes...

Si les décideurs des vingt dernières années s'étaient un peu plus penchés sur le corps social pour mieux l'ausculter, ils auraient diagnostiqué un haut-le-cœur face à l'augmentation des inégalités plutôt qu'un idéalisme puéril ou un rejet de la politique et des institutions. Si le retour de la pauvreté à partir des années 2000 constitue une rupture dans l'histoire sociale française, il n'est pourtant pas une fatalité. Des projets alternatifs voient le jour et font déjà

leurs preuves. Des projets qui visent à améliorer la situation de tou.te.s et non celle d'un petit cercle de personnes. Quand certains cherchent à ressusciter un modèle à bout de souffle, la société proposée par les écologistes comme les régionalistes doit permettre la création de nombreux emplois qualifiés non-délocalisables, une préservation de l'environnement et de la santé de chacun.e, et le progrès des droits sociaux pour tou.te.s. Tout commence avec vous.

# IDÉES VERTES POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE

**Les enjeux sociaux sont au cœur de la construction européenne et des attentes des citoyens. Additionnés, chômage, retraites, finances publiques et pouvoir d'achat arrivent en tête de leurs préoccupations. Revue de détail de huit pistes et propositions des écologistes pour que l'Europe sociale ne soit pas seulement un slogan.**

## Congés d'accueil

L'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes implique de rendre obligatoire l'indemnisation minimale des congés d'accueil de l'enfant, au même niveau que les congés maladie, avec un congé parental réellement partagé entre les deux parents et un congé prénatal et post-natal pour la mère. Ces congés seront intégrés au calcul des retraites de manière rétroactive. Les moyens de garde collectifs seront développés avec un double objectif : permettre aux femmes de travailler et favoriser l'égalité entre les enfants issus de milieux sociaux différents.



## Taxer les transactions financières

Avec un simple taux de 0,05%, une taxe sur les transactions financières peut apporter dans un premier temps 190 milliards d'euros au budget européen. Triplement utile, elle permet de lutter contre la spéculation, contre l'évasion fiscale, et dégage des recettes pour financer la transition écologique. Parallèlement, la création de l'ACCIS (Assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés) rend l'optimisation fiscale au sein de l'UE impossible et les paradis fiscaux inopérants.



## Lutter contre les inégalités salariales

Face aux écarts de rémunération, il est temps d'obliger les entreprises à se montrer totalement transparentes sur les écarts de salaire, notamment entre hommes et femmes à appliquer un facteur 20 entre la plus haute et la rémunération médiane de l'entreprise et à augmenter la présence des salariés dans les Conseils d'administration (au moins à hauteur de 30%).



## Miser sur la jeunesse

Ouvrir le droit de vote à partir de 16 ans ramène dans le jeu public la génération climat, mobilisée sur les questions environnementales, sociales et sociétales, galvanisée autour d'un projet européen commun. La création d'une allocation jeunesse directe et uniforme pour toutes les Européennes âgées de 18 à 25 ans permet de donner un nouveau souffle aux 15% des 22 millions de jeunes Européennes qui de moins de 25 ans qui sont au chômage, dont 2,4 millions dans la zone euro.



## Santé : créer un statut des aidant.es

En 2017, un cinquième de la population de l'Union avait 65 ans et plus. Les 80 ans et plus devraient doubler d'ici 2080. L'Europe compte aussi plus de 80 millions de personnes handicapées. Leur point commun ? A 80%, les soins donnés en Europe sont prodigués à domicile par des proches. L'Union européenne peut garantir le droit de prendre soin de ses proches, en créant enfin un statut des aidant.es. Ce statut permettrait de garantir leurs droits à l'emploi, au travail, à l'accessibilité, à la retraite, à la valorisation des acquis, et au répit.



## Un salaire minimum européen pour lutter contre les inégalités

Au sein de l'Union, le salaire minimum oscille entre 260 euros par mois en Bulgarie et 2 000 euros au Luxembourg. En France, il tourne autour de 1 500 euros. Six des vingt-huit pays de l'UE n'ont pas de salaire minimum. Il est temps d'instaurer un salaire minimum européen : dans chaque Etat membre, à hauteur de 60% du salaire médian, il permettra de lutter contre le dumping social et d'harmoniser vers le haut les conditions de vie des citoyens. Il est temps aussi de mettre en place un revenu minimum européen contre l'extrême-pauvreté. A terme, c'est un revenu universel européen qui devra se dessiner.



## DALO européen

Une politique de lutte contre le mal logement passe par l'instauration d'un droit au logement opposable au niveau européen. Cette mesure doit garantir le droit à un logement stable et décent, sans lequel dignité, santé, vie privée et familiale ne sont pas garanties.



## Pour que chacun.e vive dignement : un Revenu Minimum pour la transition écologique

L'extrême-pauvreté ne saurait avoir sa place en Europe. Elle ne l'a déjà plus à Grande-Synthe où le maire Damien Carême a mis en place un revenu de transition écologique. Il faudra l'étendre à toute l'Europe pour accompagner les ménages dans la transition et le doubler d'un fonds de transition pour les territoires qui aidera à la création d'emplois verts pour assurer l'avenir. Certains services de base comme l'eau et l'énergie pourront être gratuits.



# GILLES SIMEONI

«Face à l'aveuglement des gouvernants, nous avons choisi d'agir pour plus de justice»



Gilles Simeoni. PHOTO Nationalita

**Gilles Simeoni est avocat et président du Conseil exécutif de Corse. Elu engagé, il répond aux questions de Climatiques sur le rôle des élu.e.s dans les politiques de solidarités, de l'Europe au local et inversement.**

**Climatiques : Vous avez toujours agi pour le bien commun : solidarités, autonomie, écologie .... Ça vous vient d'où ?**  
Gilles Simeoni - Lorsque mon père Edmond et mes oncles Max et Roland se sont engagés, dans les années 60, ils étaient en rupture totale avec la politique traditionnelle. Ce furent notamment les combats gagnés contre l'implantation d'un site d'expérimentation nucléaire à l'Argentella, près de Calvi. Puis la lutte contre les Boues rouges, des effluents toxiques déversés au large de Bastia par une multinationale, la Montedison, avec la complicité passive des États français et italien. En ce qui me concerne, je pense que ces engagements continuent de faire pleinement sens.

**C : Et ces engagements justement, quels sont-ils ?**

D'œuvrer à l'émancipation, à la solidarité, et à l'égalité ! L'égalité femmes – hommes par exemple, on en parle beaucoup, mais

pour la mettre en œuvre, il faut des outils, des déclencheurs. Par exemple, nous avons décidé, avec la Collectivité de Corse, de signer la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale afin de donner corps et poids à cette volonté. Les habitudes politiques ont la vie dure, sans levier pour acter le changement, les valeurs peuvent rester lettre morte : nous avons choisi d'agir. Autre exemple, le mouvement des « Gilets Jaunes », qui a été le facteur déclenchant ou le symptôme d'une crise profonde, et multifactorielle. Qui repose aussi sur le sentiment largement partagé d'être insuffisamment entendu, écouté, et respecté par les politiques et les gouvernants. En Corse, nous avons pris dès novembre l'initiative d'une Conférence sociale associant les élu.e.s, les syndicats, les acteurs économiques, les collectifs citoyens, dont bien sûr les Gilets jaunes. Nous avons consacré les premiers

travaux à deux secteurs dans lesquels la vie est beaucoup plus chère en Corse que sur le Continent : le carburant et les produits de consommation courante. Ce dialogue a débouché sur des solutions innovantes. Par exemple, la signature d'une Charte avec les représentant.e.s corses des enseignes de grande distribution instituant un panier de 240 produits de consommation courante, de qualité, à un prix bas. C'est un premier pas, qui en appelle d'autres.

*« Tendre la main à celle où celui qui est dans la douleur c'est un réflexe universel. »*

**C : Et cette idée de la solidarité, c'est ce qui vous a poussé à proposer d'accueillir l'Aquarius ?**

Oui. Avant même toute réflexion politique sur les réponses techniques, dans un domaine qui n'est pas simple, il y a les valeurs fondamentales. La Corse et son peuple ont toujours placé, au cœur de ces valeurs, la solidarité et l'hospitalité, y compris pendant les périodes les plus sombres de l'Histoire, par exemple pendant la Seconde Guerre mondiale. Tendre la main à celle où celui qui est dans la douleur ou la peur, c'est un réflexe universel. En proposant d'accueillir l'Aquarius, qui était en détresse à quelques kilomètres de nos côtes, dans un port corse, je n'ai fait et nous n'avons fait que notre devoir, de responsables politiques et de citoyen.ne.s. L'enjeu des élections de mai prochain, c'est aussi de savoir si c'est cette Europe-là que nous voulons construire.

**C : Vous aimez bien remettre le Président à sa place ...**

Non, pas du tout. Nous sommes une petite île et un petit peuple, et c'est avec humilité que j'essaie de mettre en œuvre le mandat qui m'a été confié par le suffrage universel, et pour cela de nouer un véritable dialogue avec l'Etat. Mais nous sommes portés par un idéal qui puise à l'histoire, à la justice, et aux valeurs universelles de l'humanisme. Ça donne le droit, et même le devoir, de dire « Non » lorsqu'on considère ne pas être traité avec équité ou justice. Et puis ce qui se joue en Corse n'est finalement qu'une déclinaison parmi d'autres d'enjeux qui se nouent partout en France et en Europe : plus de démocratie, plus de solidarité, plus de justice, et la construction d'un nouveau modèle de société. Un Europe da fà, insieme ! Une Europe à construire, ensemble !

REJOIGNEZ-NOUS  
POUR UNE AUTRE EUROPE  
ENGAGEONS-NOUS  
POUR SAUVER LE CLIMAT



**pourleclimat.eu**

# DAMIEN CARÊME

«Un autre monde est possible, Grande-Synthe en est la preuve.»

**Rendu célèbre pour son accueil humanitaire des réfugié.e.s à Grande-Synthe, dont il est maire depuis 2001, Damien Carême revient sur les avancées sociales et écologiques qu'il a portées dans sa commune et veut porter en Europe.**

**Climatiques : Damien Carême, Grande-Synthe est une ville historiquement très marquée par l'industrie. On pourrait s'attendre à ce que l'urgence soit celle de la désindustrialisation, mais vous, c'est l'urgence climatique qui vous anime. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?**

Damien Carême – D'abord parce que Grande-Synthe est un territoire de polders, de terres qui ont été gagnées sur la mer. Avec l'intensification des événements climatiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer, le risque de submersion nous menace directement. Comme aux Pays-Bas d'ailleurs. Sur ce type de territoires, l'urgence climatique nous pend au nez à chaque grande marée. Ensuite,

Grande-Synthe a été touchée par la désindustrialisation, avec la perte d'un quart de ses emplois entre 1982 et 2007, mais le bassin industriel-portuaire de Dunkerque est encore vif. Nous ne voulions pas op-

**« L'État ne fait pas assez pour le climat et il ne fait pas assez pour les gens ! »**

poser industrie et urgence climatique, mais utiliser l'une pour combattre l'autre, et pour ça il fallait réfléchir en termes d'écosystème et d'optimisation des ressources



Damien Carême. PHOTO Eric Coquelin

entre les industries, la ville, et les besoins des habitant.e.s. Bientôt, 3000 logements de Grande-Synthe seront ainsi chauffés en récupérant la chaleur des hauts-fourneaux d'ArcelorMittal. Cette extension du réseau de chaleur dunkerquois devrait faire économiser 1 million d'euros par an. Pour une ville de 24 000 habitant.e.s c'est quand même pas mal, non ?

**C : Récemment, vous avez attaqué l'Etat français en justice sur sa gestion de l'urgence climatique. Vous estimez qu'il ne fait pas assez pour les territoires ?**

DC – Il ne fait pas assez pour les territoires, il ne fait pas assez pour le climat et il ne fait pas assez pour les gens ! Si j'attaque l'Etat en justice c'est précisément pour lui rappeler qu'il s'est légalement engagé à mettre en place les moyens nécessaires

lement qui sont les personnes migrantes. La plupart n'ont jamais vu un migrant de leur vie. Elles en oublient qu'il s'agit de personnes. On les a abreuvées de peurs infondées et les médias et les politiques ont plus que leur part de responsabilité dans cette situation.

**C : Votre action n'est pas seulement humanitaire et écologiste mais aussi sociale. Dès mai 2019, un revenu minimum garanti sera mis en place à Grande-Synthe. De quoi s'agit-il exactement ?**

DC – A Grande-Synthe 33% des familles vivent sous le seuil de pauvreté (soit 855€ par mois), et 17,6% sont même en dessous du seuil de pauvreté bas (684€ par mois). On ne peut pas vivre avec moins de 855€ par mois. On ne peut pas réellement vivre quand on ne sait pas si on va pouvoir remplir le réfrigérateur à la fin du mois. Ce

**« On ne peut pas vivre avec moins de 855 euros par mois. »**

minimum social garanti par la municipalité c'est une manière d'éradiquer la pauvreté de Grande-Synthe, de sortir les gens d'une forme d'angoisse sociale. Il faut que les individus aient davantage de visibilité si l'on veut pouvoir travailler avec eux l'insertion sociale et professionnelle. Et en réalité, les combats écologiques et sociaux sont intimement liés. L'écologie, c'est d'abord un combat pour la dignité, une aspiration au mieux-vivre. Notre minimum social garanti, par exemple, est en grande partie financé par 600.000€ d'économies réalisées sur l'éclairage public de la ville. Le plan d'investissement massif pour la rénovation énergétique, que nous souhaitons lancer à l'échelle de l'Europe, vise à limiter nos émissions, mais aussi à diviser par 4 la facture énergétique des Européen.ne.s. Les discours du gouvernement qui opposent écologie et reste à vivre, ou impôts et services publics, ne laissent aucun choix aux plus précaires. Et ce revenu minimum qui pare à la précarité, pourquoi ne pas l'étendre de manière universelle afin d'encourager les activités les plus bénéfiques pour la société ? C'est l'ambition que nous portons pour l'Europe avec le projet de mettre en place un fonds pour la transition écologique. Cette société que nous appelons de nos vœux, il faut la mettre en œuvre, dès que l'on peut. Il en va de notre survie, de celle de nos enfants, et de notre capacité à bien vivre ensemble.

pour limiter ses émissions de gaz à effet de serre, préserver la biodiversité, limiter la pollution des eaux et des sols, etc... L'Etat n'est pas une grosse machine inamovible, c'est avant tout des gens. Il faut rappeler aux élu.e.s qui se sont engagés vis-à-vis des citoyen.ne.s à lutter contre le changement climatique qu'ils doivent rendre des comptes face à cette responsabilité. Les élu.e.s peuvent faire, il suffit d'en avoir la volonté, le courage, l'audace.

**C : Vous voulez parler de l'accueil des exilé.e.s à Grande-Synthe ?**

DC - Oui, entres autres. Quand fin 2015 plus de 2500 personnes se sont retrouvées dans la boue en plein hiver à Grande-Synthe, l'Etat a été politiquement incapable de mettre en place le minimum vital, c'est-à-dire des centres d'accueil avec du chauffage et des sanitaires. Il ne me serait jamais venu à l'idée, de ma place de maire, de dire que je n'avais pas le budget nécessaire pour assurer la dignité de ces gens ! Quand l'Etat s'acharne à évacuer les camps de Calais chaque matin, à mettre des tentes et des duvets à la benne à ordures alors qu'il fait 0°C dehors, je ne considère pas seulement qu'il est inhumain, mais aussi qu'il n'assume pas ses responsabilités et par conséquent, qu'il est de mon devoir d'agir. En l'occurrence, avec MSF, nous avons fait bâtir le premier camp humanitaire français aux normes de l'ONU, et tout s'est bien passé, comme dans les 450 à 500 autres centres d'accueil qui ont été construits dans toute la France. Je pense que les Français.e.s sont profondément solidaires, mais qu'ils ne savent pas réel-

# CES FEMMES ET CES HOMMES QUI VEULENT CHANGER LES CHOSES

**Les combats pour une autre société sont multiples . Être écologiste c'est agir pour les droits de la nature, mais aussi pour les droits humains les plus élémentaires : le droit à la santé, le droit de manger sainement, de se loger, ou juste de garder sa dignité. Gros plans sur des combattant-e-s du social.**



## CORINNE MASIERO

**Mettre les projecteurs au service des invisibles**

**L**a galère, Corinne Masiéro connaît, elle l'a vécue pendant plusieurs années de sans-abrisme, elle sait aussi que beaucoup n'en sortent pas. La découverte du théâtre la propulse des petits rôles au grand écran, où elle puise dans son vécu et éclabousse la scène d'une puissance gouailleuse et sincère. Dans *Les Invisibles*, film sorti début 2019, elle renoue avec son histoire en jouant le rôle d'une directrice de centre d'accueil de jour pour femmes à la rue. Un rôle qui lui permet de rappeler cette double peine d'être femme et SDF : subir une violence quotidienne dans l'invisibilité la plus totale. Son combat : parler, rendre visibles les invisibles, mettre le doigt sur les regards qui se détournent, faire résonner sa voix au service des exclu.e.s. On aime sa personnalité entière, pleine des aspérités que la vie lui a données. Sans fard, elle s'oppose à l'austérité néolibérale d'Emmanuel Macron, et l'incarne en refusant de se rendre à la projection des Invisibles à l'Élysée. Son engagement dans la rue ne s'arrête pas à la porte des studios. Cheminot.e.s, EHPAD, éducation, santé, pauvreté, services publics ... elle est de tous les combats, et de ces femmes qui parlent et ne se tairont plus jamais.



## PATRICK PELLOUX

**Au chevet de la protection sociale et sanitaire**

**C**élèbre médecin urgentiste, Patrick Pelloux se fait connaître du grand public en 2003, quand il alerte les responsables publics de la gravité de la canicule. Il devient ensuite chroniqueur à Charlie Hebdo et, le 7 janvier 2015, il est l'un des premiers à arriver sur place après l'attentat qui frappe la rédaction. Sa carrière est marquée par un engagement social inflexible : « je me suis construit par le combat social, parce que personne ne voulait reconnaître la médecine d'urgence ». Depuis 1998, il préside l'Association des médecins urgentistes de France, et ne cesse d'alerter sur la crise que vit le système de soins français. Saturation des hôpitaux, manque de personnel et de lits : en 15 ans, les urgences sont passées de 14 à 21 millions de passages annuels explique-t-il, alors que les moyens diminuent. Fervent défenseur du service public, il déplore les fermetures de service, l'ubérisation croissante de la médecine, ou encore un management qui fait la part belle au « tout rendement ». Soucieux de la vieillesse, il rappelle que la manière dont on traite nos aîné.e.s est un « baromètre de l'humanisation de notre société ». En bref, on rejoint Patrick Pelloux dans sa bataille pour un service public de qualité au service de toutes et tous, bien loin du dogme financier.



## CÉCILE DUFLOT

**Conjuguer justice environnementale et justice sociale**

**F**éministe convaincue, elle incarne dans la vie politique française cette nouvelle génération de femmes qui assument un leadership dans un monde pensé par et pour les hommes. Qu'elle défraye la chronique en déclenchant un torrent d'insultes sexistes à l'Assemblée, pour avoir eu l'outrecuidance de porter une robe à fleurs, ou qu'elle démontre que la grossesse ne devrait plus mettre les femmes à l'écart, en gérant enceinte et en cheffe de parti assumée la campagne des municipales de 2008 des Verts, elle imprime sa ligne et ouvre la voix aux générations suivantes. L'engagement de Cécile Duflot pour l'écologie et contre les inégalités n'a jamais dévié. Ministre du Logement et de l'Égalité des territoires en 2012, elle démissionne pour dénoncer la dérive répressive du gouvernement Valls. Son intégrité lui fait honneur. Aujourd'hui, c'est en tant que directrice d'Oxfam France qu'elle poursuit son combat contre les écarts de richesse, et l'impact du réchauffement climatique sur les populations les plus fragiles. Pour elle, comme pour nous, la justice est sociale, environnementale, et doit remettre les femmes au cœur des politiques de développement.



## THIERRY MARX

**La cuisine en partage loin de tout élitisme**

**C**hef de l'année en 2006, Thierry Marx utilise la renommée de ses deux étoiles au Michelin pour promouvoir une alimentation plus respectueuse de l'environnement, avec une fibre sociale prononcée. Son combat social, c'est celui du droit à la seconde chance pour les jeunes sans diplômes et les ancien.ne.s détenu.e.s, au travers de ses 8 écoles gratuites « Cuisine mode d'emploi(s) ». Il démontre que la restauration a son rôle à jouer contre l'exclusion. Thierry Marx nous cuisine en sens inverse, de l'assiette aux champs. Son autre engagement, c'est celui d'une cuisine plus respectueuse de la planète. Pour préserver l'eau, il défend un élevage et un régime alimentaire plus raisonnés : 80% de produits végétaux, 20% de produits animaux. Il alerte aussi sur les dangers des intrants chimiques, qui appauvrissent la fertilité et la biodiversité des sols, et menacent la santé. Sa réputation pourrait le mener à ne cuisiner que pour quelques-uns, mais il s'engage pour toute.e.s, et on aime ça. Il va même jusqu'à proposer la création d'une échelle de valeurs au niveau des Nations Unies, pour donner aux consommateur.trices les moyens de connaître les impacts sociaux et environnementaux de leur alimentation. Pour lui, une alimentation saine ne doit pas devenir un privilège, et l'urgence climatique nous impose de modifier nos pratiques. Aux fourneaux !

# 1 MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT



**Mounir Satouri,**  
Candidat à l'élection européenne.  
PHOTO Benjamin Boccas

L'Europe est prise depuis les années 1980 dans une période de faible croissance et de chômage élevé. Les meilleurs spécialistes se sont penchés sur la situation du malade, plusieurs diagnostics ont été faits et différents remèdes prescrits. Le choix a été pris de diminuer les contributions des entreprises à la protection sociale des citoyen.ne.s et de « flexibiliser » le marché du travail pour faciliter la reprise économique, notamment après la crise de 2008. Cette politique a eu pour conséquence de précariser toujours plus les salarié.e.s à travers l'Europe, de sans cesse réduire la protection au travail et les droits sociaux sans pour autant apporter de ré-

ponse à la question du chômage. Si aucune réponse n'a été trouvée, ce n'est pas parce que les spécialistes et les politiques sont mauvais ou indécis. C'est parce que leur modèle économique et leur façon de comprendre le monde sont périmés. Le modèle de croissance infinie dans un monde fini, aux ressources dont on sait qu'elles ne sont plus inépuisables, ne permet plus

**« La transition écologique permettra d'engager notre société sur le chemin d'une économie sobre et respectueuse de l'environnement »**

de promettre un emploi à chacun.e et le progrès social pour toutes et tous. Alors la crise écologique, la raréfaction des ressources et la concurrence internationale auront-elles raison de nos ambitions du plein-emploi et de métiers rémunérateurs et épanouissants pour toutes et tous ? C'est ce que peuvent laisser penser les échecs productivistes successifs, basés sur la surexploitation des humains et des ressources.

Pourtant, la situation économique, le chômage élevé et l'enfermement dans une économie prédatrice ne sont pas des fatalités. Toutes les études démontrent que les prochaines créations d'emplois massives seront liées à la transition écologique de la société : engager cette transition conduira à créer un million d'emplois nets rien qu'en France. Et contrairement aux emplois précarisés proposés par le compromis libéral qui prévaut depuis plusieurs décennies, ces emplois de la transition écologique seront non seulement nombreux, mais aussi qualifiés et non-délocalisables. La transition écologique, en créant des emplois industriels, agricoles mais aussi des services de proximité, permettra d'engager notre société sur le chemin d'une économie sobre et respectueuse de l'environnement, et de recréer de l'emploi pour toutes et tous. Cette décision politique de s'engager résolument dans des créations d'emplois répondant aux aspirations écologiques et sociales des citoyen.ne.s demande du courage. Il est urgent que les politiques se lancent dans un plan d'investissement massif pour le climat qui permettra la création d'un million d'emplois, pour lutter contre le chômage et engager la transition écologique, en Europe et en France. C'est le projet des écologistes pour ces élections européennes.

**Mounir Satouri,**  
Candidat à l'élection européenne.

# LE BONHEUR EST UN ACTE POLITIQUE



**Yannick Jadot,**  
Tête de la liste Europe Écologie à l'élection européenne.  
PHOTO Parlement européen

Ce que nous écologistes voulons, c'est une Europe enfin capable d'offrir à chacun d'entre nous ce à quoi nous avons tous droit : le bonheur.

C'est quoi le bonheur ? C'est de voir ses enfants grandir sereinement, dans une Europe qui va leur offrir la santé, une éducation, un travail qui ait du sens. C'est de leur permettre d'abord à ces enfants de respirer un air qui ne soit pas vicié par la pollution. De boire une eau qui ne soit pas truffée de pesticides. De croquer dans une pomme qui ne recèle pas des dizaines de résidus de produits chimiques. C'est de leur offrir un avenir dans lequel ils vont se projeter avec confiance et

non pas avec angoisse.

Un terroir où ils vont s'épanouir avec enthousiasme et non pas dans l'instabilité des conflits nés du chaos climatique. C'est de leur offrir un horizon vaste comme le monde, et non pas un repli derrière des frontières qui ne sont plus protectrices de rien. Mais pour cela il faut que l'Europe les protège, qu'elle arrête de les trahir avec le « en même temps » de la technocratie, des lobbies et d'un libéralisme devenu la guerre de tous contre tous.

**« Ce que nous voulons, c'est une Europe capable d'offrir le bonheur à chacun d'entre nous. »**

Cette Europe que nous allons construire ensemble, elle est ouverte, solidaire, sociale, et elle vaut qu'on se batte pour elle. Elle est à portée de main, de notre main, nous qui mettrons un bulletin de vote écolo le 26 prochain. Car le temps est venu de mettre enfin l'écologie au cœur du paysage politique européen.

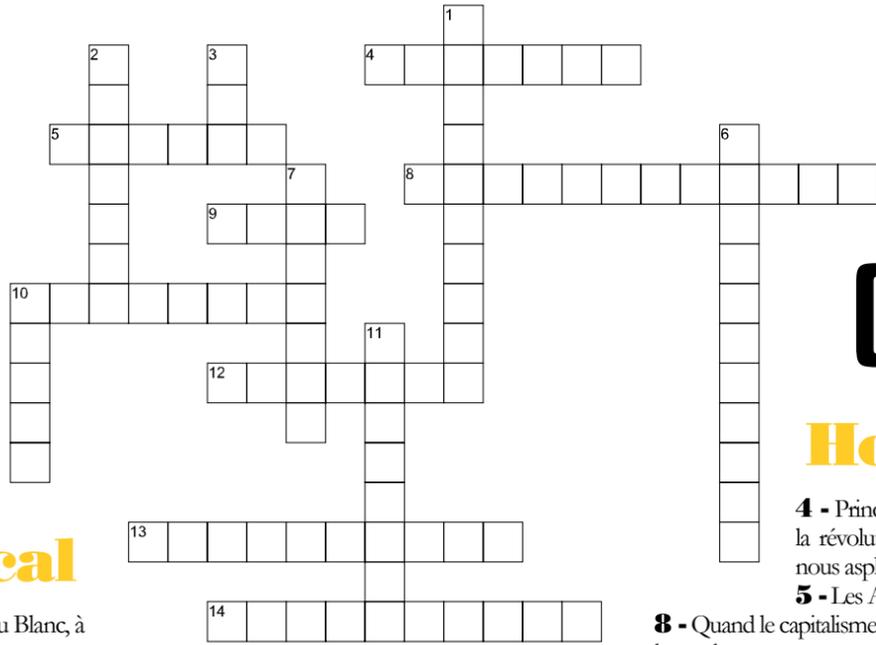
Le temps est venu que l'écologie devienne la matrice qui transforme l'économie, l'aménagement du territoire, la démocratie, au service d'un

grand projet de justice sociale, de solidarité, et d'égalité des droits. Nos valeurs sont fortes, nous les avons chevillées au corps, chaque jour, dans chacun de nos combats. Ce sont la justice sociale, la solidarité, l'humanisme et la démocratie.

Le temps est venu d'une Europe dans lequel les pesticides s'effaceront devant les coquelicots et les abeilles. D'une Europe où le nucléaire s'inclinera devant les éoliennes, D'une Europe du climat, d'une Europe 100% renouvelable. Le temps est venu qu'enfin, nous dépendions du soleil, du vent, de l'eau, de la géothermie et de la biomasse. Le temps est venu d'une Europe où la brutalité du libéralisme, laissera place à la confiance, à la coopération, à la bienveillance, à la solidarité et à la justice. D'une société où la haine sera balayée par l'ouverture au monde, l'accueil des plus vulnérables, et le droit d'afficher sa différence et ses identités dans l'amour et dans la vie.

Notre horizon, c'est cette Europe de la vie qui peu à peu deviendra notre village. Aussi, ce bonheur, cette Europe de la vie, on ne va pas les rêver. On va les faire vivre. Parce que tout commence avec vous, aujourd'hui. Pour tout changer, ensemble !

**Yannick Jadot,**  
Tête de la liste Europe Écologie à l'élection européenne.


**JEU**


# LES MOTS CROISÉS

## Horizontal

**4** - Principale source d'énergie pendant la révolution industrielle, aujourd'hui, il nous asphyxie.

**5** - Les Anglais revisitent Marcel Zanini.

**8** - Quand le capitalisme veut nous tromper à l'oeil et se laver plus vert.

**9** - Future pouvelle nucléaire, on en réprime les opposants.

**10** - Les néonicotinoïdes leur foutent le bourdon.

**12** - Ainsi toussent toussent toussent les petites alvéoles.

**13** - Scandale industriel des constructeurs automobiles qui ont maquillé les seuils d'émission de leurs voitures.

**14** - Quand l'eau vient à manquer et que la faune et la flore se meurent.

## Vertical

**1** - Elles ferment au Blanc, à Bernay, à Die.

**2** - Le Samusocial la pratique de jour comme de nuit.

**3** - Tous les déchets devraient y avoir droit.

**6** - Il donne des tumeurs aux Antilles, mais n'a toujours rien de cancérigène selon E. Macron.

**7** - Permet aux jeunes européens de tomber amoureux sans interrompre leurs études.

**10** - Fait s'envoler nos émissions de gaz à effet de serre et de loin le mode de transport le plus polluant.

**11** - On y chante l'étoile des neiges, ou les mines d'or guyanaises.

Réponses : 1 - Maternités, 2 - Mairauds, 3 - Tri, 4 - Charbon, 5 - Brexit, 6 - Chardon, 7 - T-shirt, 8 - On n'ique, 9 - Future pouvelle nucléaire, 10 - Néonicotinoïdes, 11 - Mairauds, 12 - Aïe, 13 - Scandale industriel des constructeurs automobiles, 14 - Quand l'eau vient à manquer et que la faune et la flore se meurent.



## Climax

La lettre d'information quotidienne de la campagne européenne : des articles, l'agenda et l'actualité des candidat.e.s, le compte à rebours jusqu'au scrutin du 26 mai... et le tout sur un ton un poil décalé, parce que ce n'est pas qu'on sauve la planète qu'on doit passer une mauvaise journée. Inscrivez-vous, recevez-la, transférez-la, l'information est un outil majeur de cette campagne, venez grossir la vague : tout commence aussi avec Climax.



## Chico !

Comme Chico Mendes, défenseur de la justice écologique... c'est le média de la génération climat. Vert et « déter » (demandez à vos neveux ou vos nièces : ils vous expliqueront ce que ça veut dire), né sur Instagram, présent sur Twitter et Facebook, il propose chaque jour infos, photos, punchlines et récit des luttes climatiques et écologiques. Les jeunes climaticistes ont leur média, qu'ils s'en saisissent : ils sont plus chaud.e.s que le climat, Chico les soutient dans leur combat.

## OURS

Climatiques est le dernier né de l'équipe de campagne de Yannick Jadot et de la liste écologiste en vue de l'élection européenne du 26 mai.

Parce que nous sommes toujours à votre écoute, vous pouvez nous écrire à [contact@ecologie2019.eu](mailto:contact@ecologie2019.eu) ou nous interpeller avec le [#toutcommenceavevous](https://twitter.com/toutcommenceavevous)

Yannick Jadot, Michèle Rivasi, Damien Carême, Marie Toussaint et leurs colistier.es vous donnent rendez-vous sur le site : [pourleclimat.eu](http://pourleclimat.eu) pour vous engager face à l'urgence climatique et sociale.

Les crédits photos sont à attribuer à : p.1 Benjamin Boccas - p.4 - p.5 pxhere.com.

Journal imprimé sur papier recyclé. Ne pas jeter sur la voie publique.

# EUROPEENNES

## ÉLECTION DU 26 MAI

# 2019

## MEETING

Paris : 22 mai, Cirque d'Hiver

## AGORAS

Bordeaux : 2 mai, La Faiencerie

Lille : 9 mai, salle Courmont

Toulouse : 15 mai, salle Mermoz



# KARIMA DELLI

## DÉPUTÉE ACTIVISTE



Karima Delli. PHOTO Parlement européen

**L**e plafond de verre? Quel plafond de verre? Karima Delli ne connaît pas. Neuvième d'une famille de treize enfants, elle se souvient de ce soir de juin 2009 où, âgée de 30 ans et tout juste élue dépu-

### PORTRAIT

tée européenne sur la liste écologiste, elle appelle ses parents, immigrés algériens. C'est son père, ancien ouvrier du textile à Tourcoing, qui décroche: "Il ne faut pas faire des blagues comme ça, Karima".

C'est vrai que les blagues, c'est un peu sa marque de fabrique. Son arme politique, aussi. L'humour, colonne vertébrale de ses premiers engagements s'inscrit dans les nouvelles formes de militantisme, plus festives, plus jeunes, plus accessibles. Ainsi surgit le Collectif Jeudi noir, contre la crise du logement et la flambée des loyers, ainsi naît aussi Sauvons les riches. Le combat de ce groupe, au sein duquel on retrouve déjà Julien Bayou, c'est l'instauration d'un revenu maximal autorisé, de l'ordre de 30 fois le revenu médian, au-delà duquel les revenus seraient massivement imposés. Avec ce collectif, Karima Delli défile en carrosse lors d'une manifestation intersyndicale, offre une montre bon marché à Jacques Séguéla en précisant qu'elle « lit l'heure comme une vraie Rolex », et décerne à Jean Sarkozy un « diplôme de fils à Papa ».

**« L'anomalie ce n'est pas moi. C'est le monde politique »**

Mais pour défendre "l'écologie populaire du quotidien", celle qui fait le lien entre les souffrances sociales et environnementales, l'activisme disruptif ne suffit pas. Karima Delli s'engage en politique. Après la rue, les urnes. Depuis 2009, elle siège au Parlement européen, d'abord à la commission de l'Emploi et des affaires sociales où elle s'attaque à la question du logement social, et aujourd'hui à la commission Transports, où elle obtient la mise en place d'une commission d'enquête dans la foulée du Dieselgate. De cette expérience, elle a tiré un livre\*, à la fois enquête sur les coulisses d'un des plus gros scandales industriels de ces dernières années, réflexion sur la mobilité, et invitation à repenser nos habitudes pour tourner la page des énergies fossiles et du tout-voiture.

Aujourd'hui elle brigue un troisième mandat. Pour faire mentir la sociologie et prouver ce qu'elle répète à qui veut bien l'entendre: "L'anomalie ce n'est pas moi. C'est le monde politique".

\*Dieselgate, Repenser la mobilité sans diesel Karima Delli, Xavier Maurel - ed. Actes Sud